

Auteur, réalisateur, directeur de l'Oiseau rare, Jean-Gabriel Carasso est un fervent militant et un des théoriciens les plus pertinents de l'éducation artistique. Il publie cette année un essai aussi drôle que fécond, dans lequel il emprunte le fauteuil du ministre de la Culture.

Accroche : « Nous vivons une violente « bataille de l'imaginaire », dont les enfants et les jeunes sont les principales cibles. »

Le préfacier fantaisiste de votre essai résume l'histoire de la politique culturelle en France : démocratisation, exception culturelle, diversité, droit culturel. Pouvez-vous revenir sur l'enchaînement de ces étapes ?

Jean-Gabriel Carasso : Mon ami Jack Malraux, que je remercie vivement de son aimable préface, évoque plus l'histoire des mots utilisés au cours des dernières décennies, pour tenter de formuler les objectifs et les enjeux d'une politique culturelle. Cette évolution montre que nous sommes capables de nous écharper sur des mots, alors qu'au fond, les questions restent les mêmes : comment favoriser la création ? Comment construire l'inscription sociale de l'art ? Comment élargir la créativité démocratique ? Tout en nous adaptant à chaque fois aux périodes historiques que nous traversons.

Vous choisissez d'être nommé ministre de la culture et de « l'éducation durable » : quel est le sens de ce nouveau concept ?

J.-G. C. : « L'éducation durable », c'est une intuition. Je ne sais pas moi-même ce que cela représente exactement ! Quelque chose comme un mixte entre l'éducation populaire, l'éducation active et le développement durable... Une formule qui me permet de suggérer l'exigence d'un lien absolument indispensable entre une certaine idée de l'éducation (qui ne se résume pas au travail de l'Education nationale) et un véritable projet culturel démocratique tourné, en priorité, vers la jeunesse. En inventant les mots, je laisse ouverte l'imagination de chacun dont nous aurons fortement besoin dans les années qui viennent !

Vous revenez sur le débat entre « culture pour tous » et « culture pour chacun ». Comment penser cette opposition et son dépassement ?

J.-G. C. : Je félicite le ministre qui a formulé cette proposition, pour son apport considérable à la pensée culturelle contemporaine ! Trêve de plaisanterie : l'idée que la culture est une construction individuelle – un élément de « l'individuation » disent les philosophes – est une évidence. Mais cette idée est totalement dévoyée dès lors que l'on en fait un slogan politique et que l'on caricature l'objectif de généralisation. La dimension individuelle ne s'oppose nullement à l'idée que cette approche puisse être favorisée « pour tous ». Cette opposition est surréaliste !

Vous présentez la culture comme le moyen d'un renouveau démocratique et d'un dynamisme économique. Dans quelle mesure la culture est-elle le moyen de lutter contre la crise ?

J.-G. C. : Une fois encore, il faut s'entendre sur les mots. La « crise », aujourd'hui, c'est une très profonde mutation de nos sociétés, donc de notre rapport à nous-mêmes et aux autres. Dans ce contexte, si l'on considère « la culture » uniquement comme un vaste marché de productions et d'échanges de biens symboliques (textes, images, musiques, spectacles, etc.), auquel chacun devrait « accéder », on occulte les enjeux majeurs. Nous vivons une violente « bataille de l'imaginaire », combat pour la possession des esprits et des idées, dont les enfants et les jeunes sont les principales cibles. Dans ce contexte, il importe de considérer « la culture » avant tout comme une attitude, une aptitude critique, une capacité à s'ouvrir au monde des idées et des formes. Cette capacité n'est pas innée, elle ne peut qu'être acquise par l'expérience, notamment par la formation et l'éducation. D'où l'importance que j'accorde, depuis longtemps, à la dimension artistique et culturelle de l'éducation.

Vous affirmez : « Une politique de l'éducation artistique et culturelle est d'abord une politique de l'éducation ». Pourquoi ?

J.-G. C. : On a trop longtemps considéré que l'éducation artistique était un élément des politiques de la culture. Or, il s'agit principalement d'introduire dans notre système éducatif de véritables projets autour de l'art et de la culture. Il faut pouvoir modifier l'espace, le temps, les contenus, les formes, les pédagogies, les partenariats. Cela ne peut se faire sans la volonté et la mobilisation de tous ceux qui ont en charge les questions d'éducation : du ministre à l'enseignant. Vaste chantier !

Parmi de nombreuses propositions, vous inaugurez un « Rond-Point des Enfances ». Pourquoi un tel théâtre à destination de la jeunesse, au Théâtre du Rond-Point, en plein cœur de Paris ?

J.-G. C. : Il existe à Berlin, à Bruxelles, à Montréal, des théâtres spécifiques pour l'enfance et la jeunesse. Or Paris, malgré quelques efforts récents, demeure très en retard dans ce domaine. Le ministre que je suis décide donc de faire d'un théâtre majeur, au cœur de la capitale, la vitrine de tout ce qui se fait de mieux dans le domaine du jeune public, et d'associer à ce lieu un centre de formation des enseignants et des éducateurs. Cette décision est évidemment symbolique. Si la jeunesse doit être une priorité, alors un tel projet ne relève peut-être pas de l'utopie absolue !

Propos recueillis par Catherine Robert